

<https://journal.alternatives.ca/?Obama-et-le-conflit-israelo-palestinien-la-quadrature-du-cercle>



# Obama et le conflit israélo-palestinien : la quadrature du cercle

- Journal des Alternatives - Publications - Articles et analyses - Articles de l'extérieur -

Date de mise en ligne : mercredi 25 mai 2011

Date de parution : 24 mai 2011

---

Copyright © Le Journal des Alternatives - Tous droits réservés

---

« Ce n'est pas le peuple du hamburger, né il y a 200 ans, qui va fixer l'avenir du peuple de l'Eternité !!! »

Dr Ben-Ari, député à la Knesset, à l'issue du discours d'Obama

Voilà en quels termes est tenue, l'Amérique comparée à l'Israël biblique suite au discours d'Obama du 19 mai. Pour la deuxième fois, l'oracle s'est adressé urbi et orbi, notamment aux Arabes. Y a-t-il une avancée dans la perception du Monde arabe à l'endroit du Monde arabe ? Pour Ghassen Charbel du quotidien Al-Hayat, le président américain a placé la démocratie dans le Monde arabe au centre de son discours très attendu. Mais il ne propose toujours pas de stratégie concrète pour résoudre le conflit israélo-palestinien. « Il y a deux ans, écrit-il, Barack Obama avait parlé aux Arabes et aux musulmans à partir du Caire [5 juin 2009]. Il disait sa volonté d'encourager la démocratie au Moyen-Orient. On le considérait alors comme un doux rêveur. Car la région avait derrière elle une longue histoire de refus de la démocratie et de résistance aux vents du changement. (1)

« A l'époque poursuit Ghassen Charbel, le président égyptien s'appelait Hosni Moubarak. (...) Jamais il n'aurait cru que son destin allait être tout autre. Le président tunisien s'appelait Zine El-Abidine Ben Ali. Personne ne pensait alors qu'il serait possible de descendre dans la rue pour lancer ce cri ravageur « Dégage ! ». (...) » Par ailleurs, il a promis du soutien économique aux démocraties naissantes en Tunisie et en Egypte, a insisté sur sa vision d'une Libye sans El Gueddafi, a rappelé au président yéménite Saleh la nécessité d'une transition au pouvoir et a haussé le ton vis-à-vis de Bachar El-Assad (...) Le 19 mai, Obama a tout d'abord parlé de l'importance du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord pour les Etats-Unis en termes d'économie, de sécurité, d'histoire et de foi. Concrètement, cela veut dire pétrole et sécurité des voies commerciales. (...) » (1)

### **Ce qu'a dit le président à propos de la Palestine**

Ghassen Charbel tente de convaincre qu'Obama a été surpris par la jeunesse arabe, il n'en est rien, ce n'est pas un doux rêveur car tout a été « programmé » directement ou indirectement pour que le changement ait lieu, catalysé il est vrai, par un ras-le-bol endogène comme l'immolation de Bouazizi. Nous allons rapporter les principaux passages du discours : « (...) Depuis des décennies, le conflit entre les Israéliens et les Arabes jette une ombre sur la région. Il fait vivre les Israéliens dans la crainte que leurs enfants ne soient pulvérisés par un explosif placé dans un car ou par une roquette tirée sur leur logement, et dans la douleur de savoir qu'on apprend à d'autres enfants de la région à les haïr. Il fait subir aux Palestiniens l'humiliation de l'occupation et de ne jamais vivre dans un État à eux ». (2)

Le président commence par décrire l'angoisse des Israéliens. Pas un mot des morts et des provocations israéliennes. Petit rappel : Le dernier carnage à Gaza ; 1400 morts dont 400 enfants, 14 morts israéliens, sans faire dans la concurrence victimaire, on aurait attendu du président, un juste équilibre. Pas un mot de reproche quant à la continuation de la colonisation.

« (...) Les activités israéliennes d'implantation se poursuivent. Les Palestiniens se sont retirés des pourparlers. (...) Pour les Palestiniens, les efforts visant à délégitimer Israël échoueront. Les actions symboliques destinées à isoler Israël aux Nations unies en septembre ne vont pas leur créer un État indépendant. Les chefs palestiniens ne parviendront pas à la paix et à la prospérité si le Hamas insiste pour suivre le chemin de la terreur et le rejet. Et les Palestiniens n'obtiendront jamais leur indépendance en refusant à Israël le droit à l'existence ». (2)

Obama nous informe qu'il est du côté du plus fort et qu'il s'opposera aux Palestiniens pour tout ce qui viendrait à délégitimer Israël à qui il reconnaît et à lui seul, la proximité des valeurs. Lesquelles ?

« Quant à Israël, notre amitié est profondément enracinée dans une histoire et dans des valeurs partagées. Notre engagement envers la sécurité d'Israël est inébranlable. Nous nous opposerons à toutes les tentatives en vue d'en

faire la cible de critiques au sein des instances internationales. Toutefois, en raison même de notre amitié, il importe que nous lui disions la vérité : le statu quo est insoutenable et Israël doit agir avec audace afin de favoriser une paix durable. La technologie compliquera la tâche qu'a Israël de se défendre. (...) Le rêve d'un État juif, démocratique, est irréalisable dans le contexte d'une occupation permanente. (...) Ce que l'Amérique et la communauté internationale peuvent faire, c'est de déclarer franchement ce que tout le monde sait : toute paix durable met en jeu deux États, pour deux peuples, Israël en tant qu'État juif et patrie du peuple juif, et l'État de Palestine en tant que patrie du peuple palestinien, chaque État jouissant de l'autodétermination, de la reconnaissance mutuelle et de la paix. (...) Nous pensons que les frontières d'Israël et de la Palestine doivent se baser sur les lignes de démarcation de 1967 dans le cadre d'échanges mutuellement agréés, de façon à ce que des frontières sûres et reconnues soient établies pour les deux États. (...) (2)

Prenant son courage à deux mains et après plusieurs circonvolutions de langage, Obama offre à Israël officiellement la reconnaissance d'un Etat Juif tout en lui recommandant de prendre garde aux méfaits de la technologie dans la main, sous-entendue, des Palestiniens. Cette reconnaissance est lourde de sens, cela veut dire que les Arabes israéliens n'ont pas vocation à rester dans un Etat juif, à moins de se convertir au judaïsme !! C'est donc une autorisation tacite pour une future purification religieuse, voire ethnique.

A ce propos Alain Gresh écrit : « Parmi les préconditions mises par le gouvernement israélien à une paix avec les Palestiniens, il y a la demande faite à ceux-ci de reconnaître Israël comme « Etat juif ». Il n'est pas utile d'insister ici sur le fait que, depuis des années maintenant, le gouvernement israélien avance des prétextes successifs pour refuser la naissance d'un Etat palestinien. (...) (3)

Alain Gresh cite une voix dissidente celle de l'association « Une Autre Voix Juive », résumée dans une lettre aux ministres des affaires étrangères français et allemand et à la haute représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères. (...) L'argumentation est en deux temps : l'un concerne la situation en Israël même, et l'autre les conséquences qu'aurait une telle reconnaissance pour les juifs dans le monde. « La déclaration d'indépendance d'Israël parle d'Etat juif (au sens de la résolution 181 de l'ONU) tout en affirmant l'égalité de tous les citoyens devant la loi, quelles que soient leurs origines culturelles, ethniques, religieuses ou autres, en conformité avec la résolution 181. Depuis 2009, l'exigence par les dirigeants israéliens de voir reconnaître Israël de jure comme Etat juif s'accompagne de législations de plus en plus discriminatoires à l'égard des citoyens non juifs d'Israël. » (3)

En fait, poursuit Alain Gresh, « comme le rappelle Azmi Bishara dans un texte sur la question (« On recognising Israel as a Jewish state », 26 janvier 2011), la première mention non israélienne de cette reconnaissance d'Israël comme Etat juif remonte à un discours de Colin Powell, le secrétaire d'Etat de George W. Bush, à l'automne 2001. C'est Ariel Sharon qui en a fait l'une des conditions d'un accord avec les Palestiniens en 2003, quand, tout en acceptant la feuille de route américaine pour la reprise des négociations, il a émis quatorze réserves. Dans l'un de ces points, il demande que les Palestiniens reconnaissent Israël comme un Etat juif ». (3)

Quoi qu'il en soit, la lettre se poursuit : « Une Autre Voix Juive s'est définie dès l'origine comme l'expression de citoyens français juifs ou d'origine juive attachés à l'universalité des droits de l'Homme et des peuples. C'est pourquoi elle ne peut que condamner un Etat, quel qu'il soit, qui, en se définissant sur une base ethnique ou religieuse, instaure des discriminations institutionnelles entre ses citoyens fondées sur l'origine ou la religion. Une Autre Voix Juive soutient tous ceux qui, en Israël, militent pour l'égalité des droits. » En effet, les discriminations qui frappent la minorité palestinienne d'Israël sont de plus en plus flagrantes, et alimentent un racisme ouvert qui fait du « transfert » (c'est-à-dire de l'expulsion) des Palestiniens une demande d'une fraction importante de la population israélienne. Pour Jeff Halper cité par Alain Gresh : « Non seulement cela introduit un nouvel élément dont Israël sait que les Palestiniens ne peuvent pas l'accepter, mais cette demande remet en cause le statut d'égalité des citoyens palestiniens d'Israël, soit 20% de la population israélienne. Cela ouvre la voie au transfert, au nettoyage ethnique. Tzipi Livni, la ministre israélienne des affaires étrangères, a dit récemment dans une conférence de presse que l'avenir des citoyens arabes d'Israël est dans le futur Etat palestinien, pas en Israël même. » (3)

Pour en revenir au discours d'Obama,- qu'il a encre plus durci le 21 mai sous la pression de l'AIPAC- il parle des frontières de 1967 avec des échanges de terre, ceci n'est pas un scoop car ceci a constitué le menu de toutes les négociations ; au contraire, le président Obama a vidé de sons sens la résolution 242 en parlant d'échange des territoires. Il est possible qu'Israël a un plan pour se retirer de tous les territoires inutiles à sa sécurité et elle gardera les belles terres de Cisjordanie..

« Quant à la sécurité, tout État a droit à l'autodéfense et Israël doit pouvoir se défendre, tout seul, contre toute menace. Les dispositions doivent également être assez rigoureuses pour prévenir toute réapparition du terrorisme, pour empêcher l'infiltration d'armes et assurer une sécurité efficace aux frontières. Le retrait complet, par étapes, des forces militaires israéliennes doit être coordonné avec la prise de responsabilité par la Palestine de la sécurité dans un État souverain, non militarisé. La durée de cette période de transition doit être convenue, et l'efficacité des arrangements sécuritaires doit être démontrée ». (2)

Le président Obama nous apprend que la sixième armée au monde - qui fabrique ses avions, ses drones, ses canons, ses satellites ses bombes atomiques- doit pouvoir et a le droit de se défendre contre des guerriers qui en sont, encore aux arbalètes. Outre ses moyens propres, la communauté internationale veillera sur elle. Mieux, l'Etat voisin palestinien doit être démilitarisé, cela veut dire que l'Etat palestinien démilitarisé ne pourrait pas avoir « d'industrie d'armement, ni conclure des alliances militaires, ni accueillir des troupes étrangères » autres que celles de l'Otan.

Pour rappel, dans son discours prononcé le 14 juin 2009 à Tel-Aviv, Benyamin Netanyahu a accepté la perspective d'un Etat palestinien en l'assortissant cependant de nombreuses réserves, dont sa démilitarisation. (...) Dans les accords intérimaires conclus à partir de 1993, les Palestiniens n'avaient été autorisés à déployer que des forces de police (l'article le plus complet est le n°XIV des accords dits Oslo II, en septembre 1995) dont l'équipement était détaillé avec précision. L'accord de 1995 précisait que cette police et l'armée israélienne seraient les seules sur place : (...) Selon Alex Fishman, chroniqueur militaire du quotidien israélien Yedioth Aharonoth, cette disposition disparaîtrait en cas de création d'un Etat palestinien puisqu'une force internationale serait alors déployée sur place : « six bataillons, 5000 soldats », « parfaitement équipés et armés, sans aucune restriction, et placés sous commandement américain ». Selon le journaliste, Israël proposerait que l'un des six bataillons soit composé par ses propres soldats. Toujours selon Alex Fishman, les troupes dédiées à assurer « la stabilité de l'Etat et la sécurité d'Israël » (pour protéger les Palestiniens contre eux-mêmes, si l'on suit bien ce raisonnement) seraient celles de l'Otan. La police palestinienne resterait dans son format actuel avec pour mission « le maintien de la stabilité intérieure, la préservation de l'ordre public et la lutte contre le terrorisme ». Outre un armement léger, elle pourrait disposer « d'hélicoptères non armés, mais pas de chars d'assaut ». Tous ces points seraient globalement jugés acceptables par les négociateurs de l'Autorité palestinienne ». (4)

« Je suis conscient que ces mesures, à elles seules, ne vont pas résoudre le conflit, car il restera deux problèmes déchirants et névralgiques : l'avenir de Jérusalem, et le sort des réfugiés palestiniens. Mais en avançant dès maintenant sur les fronts des territoires et de la sécurité, on disposera d'une fondation pour résoudre ces deux problèmes d'une manière qui sera juste et équitable, et qui respectera les droits et les aspirations tant des Israéliens que des Palestiniens ». (2)

La démilitarisation n'est donc pas un scoop, l'Autorité palestinienne avait déjà accepté cette injonction d'Israël. Nous le voyons, Obama n'apporte rien de nouveau si ce n'est qu'il consacre définitivement Israël comme Etat des Juifs, voisin d'un bantoustan démilitarisé, laissant dans le flou, le problème des réfugiés et le statut de Jérusalem ; pis encore, les efforts de Mahmoud Abbas sont réduits à néant car Obama a indiqué que les Etats-Unis s'opposeraient à une déclaration unilatérale d'un Etat palestinien à l'ONU et que seule la négociation entre les parties mènera à une solution.

### Les réactions

Elles sont nombreuses : l'Union européenne (UE) et le Quartette applaudissent. L'Iran a critiqué le discours du président américain. « Le désespoir, les contradictions et les tromperies sont perceptibles » dans le discours de Barack Obama et « son soutien à un Etat juif montre clairement la nature raciste de la politique des Etats-Unis ». Les députés de la droite israélienne se sont montrés indignés, jeudi soir, après le discours de Barack Obama. Le ministre de l'Environnement Gilad Erdan (Likoud), a indiqué sur la Chaîne 2 que, selon l'approche d'Obama, les Palestiniens vont recevoir ce qu'ils demandent sur les frontières avant le début des négociations. « S'ils ont tout dès le début, ils n'ont aucune raison de faire des concessions », a déclaré Erdan. (...) La chef de l'opposition Tzipi Livni, elle, pense que le plan d'Obama est dans l'intérêt d'Israël, alors que l'impasse diplomatique qu'elle estime du fait de Netanyahu ne l'est pas. (5)

Israël a rejeté jeudi l'appel du président américain, Barack Obama, à la création d'un Etat palestinien démilitarisé s'étendant sur les Territoires palestiniens occupés par Israël depuis juin 1967. Le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, a exclu aussitôt tout « retrait aux lignes de 1967 ». Il a exprimé l'espoir qu'Obama « réaffirmerait des engagements » américains de 2004 qu'Israël « n'aurait pas à se retirer aux lignes indéfendables de juin 1967 ». Concomitamment avec le discours d'Obama et réitérant sa politique du fait accompli, un feu vert a été donné jeudi à la construction de 1520 nouveaux logements dans deux quartiers de colonisation juive à Jérusalem-Est occupée et annexée.

« Il ne s'agit pas, écrit René Backmann dans une analyse lucide, à proprement parler d'un progrès spectaculaire : la plupart des plans de paix proposés à ce jour tiennent la « ligne d'armistice de 1949 » ou la « ligne de démarcation de 1967 », avec des rectifications de tracé dues aux échanges de territoires acceptés par les deux parties, pour la frontière entre les deux Etats. Washington ne fait donc, sur la question des frontières, que mettre à jour explicitement ses positions. (...) Le discours du Caire, sur ce point, avait été considéré comme un progrès et une prise de position encourageante par les responsables palestiniens. Barack Obama y dénonçait en effet le caractère « illégitime » de la colonisation. Il avait même répété sa condamnation en constatant que le gouvernement israélien, à plusieurs reprises, avait fait coïncider l'annonce du développement ou de la création de nouvelles colonies avec la présence en Israël de représentants de son administration. Un quasi-incident diplomatique avait d'ailleurs eu lieu en mars 2010, lorsque l'administration israélienne avait annoncé la construction de 1600 logements dans une colonie de la périphérie de Jérusalem au moment même où le vice-président Joe Biden était sur le point de rencontrer le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas. Alors que le nombre de colons en Cisjordanie et à Jérusalem-Est dépasse aujourd'hui 500.000, cette page semble bel et bien tournée : l'annonce, par le gouvernement israélien, quelques heures avant le discours d'Obama, de la construction de 620 nouveaux logements dans la colonie de Pisgat Zeev, au nord de Jérusalem n'a soulevé, hier, aucun émoi particulier à Washington ». (6)

Se disant l'ami des Palestiniens Ofer Bronchtein, président du Forum international pour la paix, a une solution, il propose la même chose avec « une solution équitable et négociée sur la question des réfugiés, un Etat palestinien démilitarisé et afin de garantir la sécurité d'Israël pourquoi ne pas envisager l'entrée de celui-ci dans l'Otan, accepter la proposition française d'une force internationale à la frontière jordano-palestinienne et une reconnaissance d'Israël par tous ses voisins. (...) » (7)

Ceci est nouveau. Israël ne sera jamais inquiété car la Charte de l'Atlantique Nord stipule que quand un membre est attaqué, les autres Etats sont tenus de le défendre. Par ailleurs, la perspective d'une reconnaissance d'un Etat palestinien, en septembre, par l'Assemblée générale des Nations unies, est envisagée avec appréhension à Jérusalem et à Washington. On agite le spectre d'une troisième Intifada si l'Etat de Palestine est reconnu en septembre à l'ONU.

On l'aura compris Obama ne pas compromettre la possibilité d'être réélu s'il se met à dos l'AIPAC, beaucoup de

sénateurs ont payé leur franchise par une élimination de la politique. Abbas peut prendre le risque de proposer la reconnaissance à l'ONU. Il y aura un veto et on accusera l'Autorité Palestinienne de ne pas accepter de négocier un territoire en peau de léopard ; D'autant qu'Obama le 21 mai a enterré le projet des réfugiés et le statut de Jérusalem. En définitive, chacun sait qu'un Etat palestinien « viable » n'est depuis longtemps plus possible. Devant un Monde arabe tétanisé et qui joue le « sauve-qui-peut », les enfants palestiniens continueront à souffrir le martyre du fait de l'intransigeance incompréhensible d'Israël et d'un Occident qui ne peut rien lui refuser et qui, ce faisant, leur dénie le droit de vivre et de grandir sur moins de 20% de la Palestine originelle.

Chems Eddine CHITOUR

### [Le Grand Soir](#)

\*\*\*\*

1. Ghassan Charbel. Obama aime le printemps arabe Al Hayat 20.05.20112. Discours du Président Obama. Maison-Blanche : 19 mai 2011
3. Alain Gresh L' » Etat juif » contre les juifs Le Monde Diplomatique 18 mai 2011
4. <http://israelpalestine.blog.lemonde..> juin 2009
5. Gil Hoffman et Rebecca Anna Stoil <http://www.israel7.com/2011/05/disc..>
6. <http://renebackmann.blogs.nouvelobs..>
7. Interview de Ofer Bronchtein, Céline Lussato - Le Nouvel Observateur. Le 18 mai 2011